



Université
Perpignan
Via Domitia

CRÉATRICE D'AVENIRS DEPUIS 1350



BAC+5
NIVEAU 7

MASTER

Administration Publique

PARCOURS CARRIÈRES DU DROIT PUBLIC
PARCOURS EXPERTISE DES TERRITOIRES

Formation accessible en :

- Formation initiale Formation en alternance Formation continue

LOCALISATION



Perpignan
Campus Mailly

RECRUTEMENT

NIVEAU

Être titulaire d'un diplôme Bac +3

Tout diplôme jugé équivalent par la commission pédagogique

MODALITÉS D'ADMISSION

Master 1 : candidatures via la plateforme nationale MONMASTER

<https://monmaster.gouv.fr>

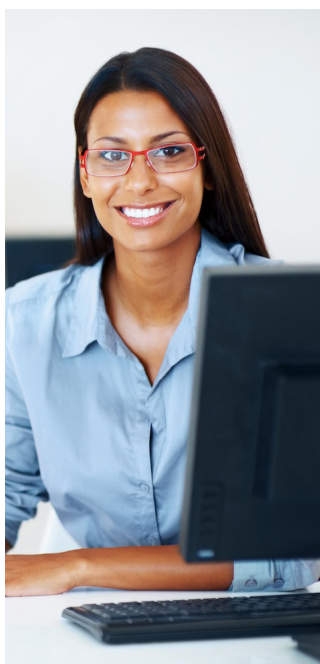
Master 2 : candidatures via l'application eCandidat :

<https://candidatures.univ-perp.fr>

OBJECTIFS

Le Master Administration Publique a pour ambition de doter les étudiants d'une solide formation juridique en droit public orientée vers les grandes tendances contemporaines de la discipline. Tout en actualisant et en spécialisant le savoir juridique acquis au cours des années précédentes, le Master s'ouvre sur l'économie des territoires, l'évaluation et le montage de projets, la mise en place de politiques publiques et les finances publiques.

PRÉSENTATION DE LA FORMATION



Le Master Administration Publique forme aux différentes carrières d'encadrement, de direction ou d'expertise ouvertes aux juristes spécialisés en droit public, et prépare également à la recherche universitaire.

Deux parcours sont ouverts aux étudiants en deuxième année de Master :

Le parcours « **carrières du droit public** » permet un approfondissement des connaissances en droit public et plus particulièrement en droit administratif.

Le parcours « **expertises des territoires** » vise à former les étudiants aux outils généraux de l'aménagement, de la gestion et du développement des territoires afin de répondre aux besoins des collectivités publiques et de leurs satellites (régie, SPL, SEM).

En fin de formation, les diplômés sont en mesure de maîtriser tant le droit public interne que son européanisation. Ils disposent des compétences pour élaborer et sécuriser des décisions publiques, et sont capables d'initier et de porter des projets de développement des territoires, en recherchant des financements.

COMPÉTENCES VISÉES

À l'issue de la formation, le diplômé disposera des compétences suivantes :

- **Capacité d'analyse** d'un texte ou d'un problème juridique donné (décryptage, sélection, hiérarchisation de l'information, délimitation du champ et de la nature du problème)
- **Identification des ressources** juridiques utiles (bibliographie, webographie)
- **Aptitude** à proposer ou construire des solutions de droit adaptées
- **Connaissance** des principaux modèles de réponse opérationnelle en matière d'action publique
- **Capacité à procéduraliser** cette réponse dans un contexte de démocratie participative locale (information, concertation, évaluation)
- **Capacité à construire** un projet global incluant dispositif légal, action opérationnelle et procédure évaluative

PROGRAMME PÉDAGOGIQUE

Programme complet
de la formation

Fiche RNCP
N°34130



ANNÉE 1	
SEMESTRE 1	SEMESTRE 2
Droits fondamentaux et nouvelles technologies	Contentieux administratif
Droit public des affaires	Droit de l'urbanisme et de l'environnement
Politiques publiques des territoires	Droit et économie des finances publiques
Histoire de l'administration publique	Droit de la commande publique
Dynamique des territoires et droit de l'union européen	Contentieux constitutionnel
Économie territoriale	Libéralisme et interventionnisme public

ANNÉE 2	
SEMESTRE 3	
Droit administratif approfondi	Droit constitutionnel approfondi
Aménagement du territoire et développement durable	Séminaire sur la réforme de l'action publique de l'État
Évaluation des politiques publiques	Langue vivante
Parcours « Carrières du droit public » : Droit espagnol des institutions publiques, Droit des relations entre l'administration et le public, Responsabilités de l'administration (administrative et pénales), Droit des villes et mondialisation, Droit de l'Union européenne approfondi	Parcours « Expertise des territoires » : Conduite de projet d'intérêt collectif, Économie des politiques sociales et familiales, Économie de la planification et des schémas territoriaux, Management public et gestion du personnel territorial, Droit des villes et mondialisation

SEMESTRE 4	
Parcours carrières du droit public : Atelier : cas pratique droit et contentieux administratif	Parcours Expertise des territoires Atelier : montage de projet - étude de cas

ORGANISATION DE LA FORMATION



Durée : 2 ans

Volume horaire : 488 heures en M1 et 261 heures en M2

Langue enseignée : Anglais ou Espagnol

Volume des enseignements en langue étrangère :

40 heures en M1 et 20 heures en M2

Nombre de crédits : 120 ects

ET APRÈS

Les diplômés peuvent envisager de nombreuses perspectives d'insertion professionnelle, parmi lesquelles figurent les différents concours de catégorie A ou A+ de la fonction publique de l'État (concours des IRA, magistrat administratif, inspecteur des finances publiques...), de la fonction publique territoriale (attaché territorial...) et de la fonction publique hospitalière (attaché d'administration hospitalière...).

À côté de l'entrée traditionnelle dans la fonction publique par la voie du concours, les diplômés peuvent envisager un recrutement au sein des collectivités territoriales par la voie contractuelle. À cet égard, la réalisation d'une alternance pendant l'année de M2 ou celle d'un stage professionnel permet aux étudiants de tisser des liens avec les différentes structures publiques les accueillant, facilitant leur recrutement contractuel au sein d'une collectivité territoriale ou en tant que collaborateur d'élus.

Le développement constant du contentieux de droit public ouvre également une opportunité de carrière en tant qu'avocat en droit public.

Plus largement, le secteur privé peut aussi constituer un débouché intéressant, notamment au sein des cabinets de conseil au secteur public (conseil juridique, conseil en management public local, conseil en montage et gestion de projet...).

Enfin, la recherche en droit public, à laquelle prépare la rédaction d'un mémoire, permet d'envisager l'accès à une carrière d'enseignant-chercheur.

LES PLUS

- 3 options possibles en M2 : stage, alternance dans une structure professionnelle ou mémoire de recherche
- Une équipe pédagogique pluridisciplinaire, alliant des universitaires et des professionnels

INFOS PRATIQUES

CONTACT PÉDAGOGIQUE

Laure RAGIMBEAU-AZAÏS
laure.ragimbeau@univ-perp.fr

CONTACTS ADMINISTRATIFS

Maryline PICAMAL
Tél : +33 (0)4 68 66 17 14
maryline.picamal@univ-perp.fr

CONTACT SERVICE DE FORMATION CONTINUE ET ALTERNANCE (SFCA)

sfc@univ-perp.fr



Université de Perpignan
Via Domitia

52 avenue Paul Alduy
66 860 Perpignan Cedex 9
33 (0)4 68 66 20 00

www.univ-perp.fr